

Fédération canadienne des sciences humaines

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Il est essentiel d'investir dans l'économie du savoir pour améliorer la résilience du Canada en période d'austérité et assurer une croissance économique soutenue. Le budget de 2012 prévoyait plusieurs investissements en vue de soutenir le secteur de la recherche au Canada, mais une plus grande participation financière est nécessaire si nous voulons tirer pleinement parti des avantages économiques dont nous bénéficions comparativement à la plupart des autres pays. Le Canada est en bonne voie de devenir un chef de file mondial au sein de l'économie du savoir et de la création. De nouveaux investissements du gouvernement fédéral dans la recherche et l'apprentissage contribueraient à la création d'emplois et à la prospérité dans l'immédiat, et amélioreraient les perspectives d'avenir de nos enfants. Les répercussions des investissements passés et permanents dans la recherche et la formation se font sentir partout au pays. Les connaissances transmises dans les établissements d'enseignement postsecondaire du Canada et communiquées aux Canadiens des différentes collectivités du pays, de même qu'à nos partenaires internationaux, aux organismes sans but lucratif et à diverses entreprises favorisent l'innovation. Ces connaissances améliorent également notre compréhension des cycles économiques et des meilleures mesures à prendre pour soutenir la croissance, faciliter l'adoption de politiques sociales efficaces et garantir la prospérité. Pour favoriser la création d'emplois et la croissance économique, il est essentiel d'accroître les investissements consacrés à la recherche et à la mobilisation des connaissances dans les collèges et les universités. Une matrice favorisant la cohésion entre les politiques, les établissements et les programmes qui élargissent la portée de la recherche et intensifient les activités d'apprentissage doit être mise en place pour prévoir les changements éventuels et définir des mesures d'adaptation afin de veiller à ce qu'ils se révèlent bénéfiques. Pour ce faire, la Fédération canadienne des sciences humaines (FCSH), qui représente les 85 000 chercheurs et étudiants en sciences humaines du Canada, recommande au gouvernement fédéral de prendre les mesures suivantes : 1. Accroître le financement accordé à la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) et aux trois organismes fédéraux qui subventionnent la recherche dans le but de protéger et de soutenir le secteur de la recherche et de l'apprentissage au Canada, qui est fort d'une renommée mondiale – un élément essentiel au Canada pour favoriser l'innovation. 2. Investir dans les stages et les bourses d'études supérieures et de recherche postdoctorale au Canada et à l'étranger afin de soutenir la prochaine génération d'employés et de chefs de file canadiens hautement qualifiés. 3. Mettre à profit les investissements prévus dans le budget de 2012 pour financer des partenariats entre l'industrie et le milieu universitaire, et accroître et renforcer le soutien accordé aux initiatives de collaboration intersectorielle entre les établissements d'enseignement, les gouvernements, les collectivités et les organismes sans but lucratif au Canada et à l'étranger.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Intervention : Faciliter la transition des diplômés de niveau postsecondaire vers le marché du travail. Pour créer des emplois, le Canada doit d'abord mettre sur pied une main-d'œuvre diversifiée, polyvalente et hautement scolarisée afin de stimuler l'innovation dans les domaines de la production de biens et de services ainsi que des politiques. La création d'emplois à court terme est importante, mais ne suffit pas pour assurer la prospérité à long terme. Le Canada a besoin de diplômés mieux informés capables de s'associer à des organismes, à des secteurs et à des administrations qui leur permettront de mettre à profit leurs compétences et leur créativité. Les diplômés en sciences humaines sont très appréciés par les entreprises novatrices et, plus particulièrement, par le secteur public en raison de leur capacité à s'adapter, à acquérir des connaissances et à appliquer ces dernières dans des contextes vastes et changeants. Une étude récente intitulée *Résultats sur le marché du travail des diplômés en sciences humaines* a révélé que les deux tiers des diplômés en sciences humaines occupent des emplois de professionnel, de gestion ou de supervision dans des secteurs et des domaines variés. Cette étude a également démontré que ces diplômés connaissent un immense succès en tant que travailleurs autonomes, une importante réalité sur laquelle il faut miser au moment où le Canada s'efforce de valoriser l'esprit d'entreprise afin de stimuler la création d'emplois. L'investissement dans la formation des diplômés revêt une importance toute particulière, car l'éducation supérieure contribue à la production de connaissances et à la création de possibilités d'emploi. Seulement 4,6 % des Canadiens qui détiennent un diplôme d'études supérieures sont sans emploi (comparativement à 9,1 % dans le cas des titulaires d'un diplôme d'études secondaires). Pourtant, d'après les comparaisons établies par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Canada accuse un retard quant au nombre d'étudiants inscrits à la maîtrise et au doctorat, un indicateur important d'une économie du savoir créative. Nous devons accroître les inscriptions aux cycles supérieurs et aider les étudiants diplômés à créer des réseaux professionnels en dehors du milieu universitaire, à déterminer de multiples parcours de carrière et à faire une transition harmonieuse vers le marché du travail. Des investissements supplémentaires à l'appui du Programme de bourses d'études supérieures du Canada, du programme Connexion et du programme Talent du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) pourraient aider à offrir de telles possibilités aux étudiants canadiens. Il est également important d'augmenter l'enveloppe du financement accordé aux programmes de stages en recherche et développement industriel Mitacs pour y inclure les organisations sociales et les organismes sans but lucratif. Une telle mesure permettrait à la fois d'offrir des occasions de formation uniques et précieuses aux étudiants en sciences humaines et de répondre aux besoins essentiels en matière de recherche des petites et moyennes entreprises et d'autres organismes dans les secteurs de la santé, des arts et de l'éducation. De la même manière, le soutien apporté au programme Mitacs-Accélération EnDév, actuellement à l'essai, ouvrira plus de portes aux étudiants diplômés en sociologie, en communications, en administration des affaires et en sciences humaines numériques.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Intervention : Accroître le financement de la recherche et soutenir la mobilité des étudiants et leur transition vers le marché du travail. La création de politiques rationnelles destinées à contrer les défis démographiques nécessite tout d'abord un investissement dans la recherche sur un vaste éventail de sujets, y compris les soins de santé, l'immigration et la sécurité sociale. En soutenant davantage la collectivité des sciences humaines du Canada, il sera possible d'élargir le bassin d'experts indispensable pour améliorer la productivité et le mieux-être à l'échelle nationale en dépit des défis démographiques. À titre d'exemple, au Nova Scotia Centre on Aging, Janice Keefe contribue à l'établissement de politiques et de programmes permettant à des Canadiens de prendre soin de parents âgés tout en conciliant les exigences d'un emploi à temps plein. José Domene, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la transition de l'école au travail, étudie les défis auxquels font face les jeunes qui accèdent au marché du travail en élaborant des stratégies pour les amener à terminer leurs études et à décrocher un emploi à plein temps après l'obtention de leur diplôme. Le soutien apporté à ces intervenants et à d'autres chercheurs en sciences humaines doit nécessairement s'accompagner d'un accès adéquat aux données dont dépendent leurs prévisions et leurs analyses (allant des livres, de la musique et des journaux numérisés aux données transactionnelles comme celles tirées des recherches sur le Web). Le gouvernement peut aider à créer la nouvelle infrastructure de recherche numérique nécessaire à l'instruction au XXI^e siècle. En plus de renforcer notre capacité à élaborer des politiques publiques, le gouvernement fédéral doit offrir des possibilités d'accès à l'éducation supérieure et à la recherche à des groupes sous-représentés qui connaissent une forte croissance, notamment les Canadiens autochtones. Selon les données de Statistique Canada, 8 % des Autochtones au Canada ont terminé un programme universitaire, comparativement à 23 % parmi les non-Autochtones. Des initiatives de financement particulières visant à accroître la réussite postsecondaire des Canadiens autochtones permettraient d'améliorer grandement la participation de ces derniers dans tous les secteurs de l'économie. Il est également essentiel de tirer parti de l'attrait que présente le Canada pour les étudiants étrangers. Comme l'indique l'OCDE dans son Étude économique du Canada de juin 2012, « l'immigration peut être une source importante de diffusion des connaissances et contribuer en même temps à la flexibilité de l'offre de travail; elle est appelée à jouer un rôle de plus en plus déterminant à mesure que la population active vieillit. » Les programmes de bourses internationales du Canada facilitent l'immigration. De nombreux étudiants étrangers choisissent de rester au Canada et diversifient ainsi le marché du travail tout en permettant l'accès à des réseaux personnels et professionnels à l'étranger. De même, la création de programmes de mobilité favorisant la recherche et les études de Canadiens à l'étranger est essentielle à l'établissement de réseaux de connaissances et de partenariats économiques florissants à l'échelle mondiale.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Intervention : Améliorer la collaboration intersectorielle dans divers domaines d'importance. Les projets de collaboration intersectorielle à volets multiples augmentent la productivité économique et favorisent l'innovation. Selon le groupe d'experts chargé d'examiner le soutien accordé par le gouvernement fédéral à la recherche et au développement, de tels projets de collaboration améliorent la productivité et permettent d'établir des liens entre la recherche et les utilisateurs qui en ont le plus besoin. Le

Canada peut et doit faire mieux. Si l'on renforçait notre base de recherche, cela pourrait contribuer à l'établissement de liens intersectoriels et permettre de combler les lacunes relatives à l'infrastructure du savoir avec lesquelles chaque organisation est appelée à composer. Bien que le budget de 2012 ait renforcé les partenariats entre l'industrie et le milieu de la recherche, on constate également une augmentation de la demande pour la réalisation de projets de recherche en collaboration avec les établissements d'enseignement, les organismes sans but lucratif, les gouvernements et les collectivités au Canada et à l'étranger. Un soutien accru est nécessaire pour assurer la viabilité de ces pôles d'innovation et de créativité afin qu'ils puissent jouer des rôles prépondérants sur le plan international dans un grand nombre de domaines (jeu, technologie de l'information, santé, foresterie, éducation, énergie et agriculture). Pour combler les lacunes associées à l'infrastructure du savoir, il faut assurément offrir un soutien à la FCI et aux organismes fédéraux qui subventionnent la recherche, en plus d'appuyer les programmes, les organismes et les ressources dont dépendent les chercheurs. À titre d'exemple, l'accès aux données, à la recherche et aux réseaux des technologies de l'information et des communications est essentiel pour assurer l'excellence de la recherche et permettre la collaboration à l'échelle internationale. En progressant sur cette voie, le gouvernement fédéral peut jouer un rôle de chef de file dans l'adoption d'une approche nationale en matière de gestion des données de recherche permettant aux étudiants et aux chercheurs canadiens d'exploiter les données existantes pour donner suite à des besoins et à des défis particuliers propres au contexte canadien. Pour accroître la productivité, il faut adopter une vision globale à l'égard de l'innovation. Si nous ne trouvons pas de solutions novatrices aux problèmes actuels, nous risquons de perdre notre avantage concurrentiel. Dans son article intitulé « Looking at Innovation from a Uniquely Canadian Perspective », Richard Hawkins, chercheur affilié à l'Institut de recherche sur la science, la société et la politique publique de l'Université d'Ottawa, souligne que l'innovation va au-delà des avancées technologiques. L'innovation doit englober un examen de la façon dont les travailleurs évoluent au sein du milieu de travail, de même que la compréhension des dimensions humaines et organisationnelles qui caractérisent la productivité et le marché de l'emploi. En cela, les spécialistes en sciences sociales et les chercheurs en sciences humaines peuvent apporter leur expertise en vue de contribuer à l'élaboration de mesures stratégiques qui permettront de donner suite aux problèmes de productivité. Il est donc essentiel d'augmenter le financement accordé à la recherche et aux projets de collaboration intersectorielle par l'entremise du CRSH et des autres conseils subventionnaires.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Intervention : Investir dans des projets de collaboration entre les campus et les collectivités. Une corrélation a été établie entre l'inégalité croissante et les répercussions néfastes constatées sur la croissance et le tissu social du Canada. Un grand nombre de Canadiens font face chaque jour à des difficultés importantes – problèmes de santé mentale, pauvreté, dettes personnelles considérables et manque de logements abordables. Dans de nombreuses régions du pays, les Canadiens autochtones sont tout particulièrement défavorisés. Ces questions sont précisément celles que les chercheurs en sciences humaines étudient au quotidien. Les chercheurs canadiens s'emploient à élaborer des options stratégiques complètes et détaillées afin de venir en aide aux personnes confrontées aux plus grands défis que présente notre société. Janine Brodie, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la citoyenneté et la gouvernance sociale, explore par quels moyens un salaire urbain suffisant peut garantir le bien-être des Canadiens qui habitent en ville. À l'Université d'Ottawa, Tracy Vaillancourt élabore des politiques pour aider nos enfants qui sont victimes d'intimidation. Ian Colman, titulaire de la

Chaire de recherche du Canada sur l'épidémiologie en santé mentale, examine des approches qui permettraient de prévenir la dépression et d'autres maladies mentales courantes et de soutenir les personnes qui en souffrent. On fait également appel à la recherche pour améliorer les collectivités et accroître le bien-être de tous les Canadiens. L'initiative sur la collaboration campus-collectivité, qui a obtenu l'aval du gouverneur général David Johnston lors du Congrès des sciences humaines 2012 de la FCSH, rassemble des partenaires du milieu universitaire, du monde des affaires et du secteur sans but lucratif pour qu'ils abordent des problèmes communautaires. On observe déjà des cas de réussite : un hôpital pour enfants de Toronto s'est associé à l'Université de l'École d'art et de design de l'Ontario en vue de concevoir ScreenPlay, un jeu numérique interactif de jardinage. Ce projet novateur aide grandement à réduire le stress chez les enfants qui doivent suivre un traitement. Tous les secteurs de la société canadienne bénéficient de la recherche en sciences humaines, y compris les personnes les plus vulnérables. Le soutien continu accordé par le gouvernement fédéral à la recherche, par l'entremise des organismes subventionnaires fédéraux, et à la collaboration intersectorielle permettra de s'assurer que les politiques et les programmes mis en place pour aider ceux dans le besoin sont fondés sur des recherches de pointe. Plus particulièrement, les organismes sans but lucratif devraient pouvoir bénéficier d'un accès équitable aux fonds actuellement affectés aux projets de collaboration avec les chercheurs. Grâce à ces mesures, nous pouvons édifier un Canada où les gouvernements, les différents secteurs et les collectivités accordent une priorité absolue au bien-être de tous les citoyens.